

Règles de base anti-corruption d'Experts-Solidaires

Ces règles ont pour but de sensibiliser sur les pratiques de corruption et d'engager les membres, partenaires ou prestataires de l'association à ne jamais céder à une pratique de corruption. Cette note doit être signée par les personnes concernées ou ajoutée aux contrats.

Interdictions

Tout membre, prestataire ou partenaire d'Experts-Solidaires dans un projet ne doit, dans aucun cas :

- Payer ou faire payer, de quelque nature que ce soit, un service pour une tâche prévue de manière normale dans les attributions de la fonction d'un agent du secteur public
- Payer ou faire payer, sous quelque forme que ce soit, pour une action contraire à la mission de cet agent du secteur public
- Accepter des faveurs ou des cadeaux, en espèce ou en nature, de la part de fournisseurs futurs ou présents, dans le cadre des projets de l'association, quelle que soit l'origine des fonds concernés
- Accepter des rétrocommissions sur des achats ou services liés au projet
- Accepter ou demander une part des prestations ou salaires payés par l'organisation
- Alléger, contourner les règles de transparence et de marché prévues par Experts-Solidaires ou le donateur
- Alléger, contourner les règles de conception ou supervision des travaux, de contrôle des matériaux, dans le but de réduire les missions et responsabilités des prestataires impliqués dans des projets.

Obligations

Tout membre, prestataire ou partenaire d'Experts-Solidaires dans un projet doit, dans tous les cas :

- Signaler des comportements corruptifs dont il ou elle serait la victime, ou dont il aurait connaissance
- Signaler les blocages ou obstructions de nature à engendrer des comportements de corruption
- Mettre en place les procédures permettant d'éviter les cas de corruption, de collusion ou d'entente sur les prix
- Procéder à la mise en concurrence systématique, lors d'achat ou de passation de marchés, sans restreindre ou bloquer des candidats sur des bases non justifiées
- Mettre en place des comités de sélection composés d'une représentation au maître d'ouvrage, du partenaire d'Experts-Solidaires et du chef de projet, qui doit en dernier recours fournir une validation sur le processus.
- Collecter, garder, scanner toutes les pièces justificatives des étapes de marchés : publication, présélection, appel d'offres, sélection, négociation, contractualisation, supervision
- Effectuer les mesures de surveillance, de comparaisons de prix permettant de réduire les coûts des achats et service et éviter les situations de détournement.

- Contacter de manière régulière les acteurs exposés pour s'assurer de la transparence et de la bonne marche des actions entreprises dans le cadre des projets de l'association.
- Contacter directement Experts-Solidaires par téléphone (+ 33 6 43 56 39 94) ou email (contact@experts-solidaires.org) en cas de suspicion de corruption.

Mesures de prévention dans les contrats

Tous les entités signataires d'un contrat avec Experts-Solidaires, ou financées par Experts-Solidaires doivent :

- Fournir les organigrammes, les noms, adresses, contact téléphoniques et email des personnes impliquées et signataires, quelque que soit leur nature
- Accepter des virements internationaux pour tout montant supérieur à 1000 EUR
- Fournir les enregistrements de contrat et document fiscaux dans le cas de paiement de TVA
- Adhérer aux règles anti-corruption de l'association, signer et faire appliquer ces règles, soit directement soit en annexe aux conventions ou contrats d'achat, de prestations